



Tous les salarié-e-s de Thales sont pleinement concernés par la manifestation du samedi 13 juin 2009

L'abstention est le fait marquant des élections européennes. Absentes également de la campagne électorale les questions de l'emploi et du chômage, de la précarité, du logement, des services publics, éducation et santé notamment, alors que ce sont des sujets vitaux pour la très grande majorité d'entre nous. Y-aurait-il une cause à effet ?

La crise semblait, avoir été définitivement réglée (à coup de milliards d'euros versés aux banques et à des entreprises dites en difficulté) et ainsi elle allait disparaître comme par enchantement. Pourtant, le réel est bien là et la crise s'aggrave chaque jour. Le nombre d'entreprises qui ferment, celui des chômeur-se-s ne cesse de croître à raison, en moyenne, de 3 000 par jour.

Cette crise n'est pas conjoncturelle mais bien systémique, d'une ampleur historique, à la fois financière, économique, sociale et écologique. Aucun de ces termes ne peut être séparé des autres.

L'entreprise Thales n'est pas en dehors du monde. Elle est aussi atteinte par la crise, mais de façon très différente que les entreprises du secteur automobile, touchées plus directement. Et en même temps, les effets d'aubaine ne sont pas négligés par la Direction.

Depuis des années, Thales s'est «renforcée en s'épurant» notamment de secteurs productifs, laissant le soin à d'autres la prise en charge des aspects «sociaux» qui auraient fait «tâche» dans la vitrine.

Avec la crise, les restructurations continuent et les fluctuations habituelles des commandes servent à restructurer encore, quitte à être en sous-effectif quand celles-ci s'accroîtront. Ainsi, si Airbus enregistre momentanément un recul des commandes, il est déjà prévu un accroissement des ventes des airbus à moyen terme.

Partiellement, l'automobile peut nous servir de comparaison. Après avoir réduit les horaires, viré les intérimaires, sans oublié d'engranger les aides par milliards de l'Etat, les mêmes entreprises annoncent déjà des surcharges de travail pour les mois à venir et du coup recourent aux heures supplémentaires, mais cette fois en bénéficiant de la défiscalisation !

La Direction de Thales, toute nouvelle mais pas vraiment faite d'Hommes nouveaux, semble très disposée à presser le citron. En l'occurrence, le citron, c'est nous ! Dassault, nouvel actionnaire principal, avec l'Etat, compte bien tirer tout le jus d'une entreprise florissante, aux carnets de commande bien remplis, au résultat d'exploitation (!) plus que satisfaisant.

De nouvelles organisations du travail sont mises en oeuvre.

A TAES Chatou et Méru, la Direction met en place le travail du dimanche (et donc du samedi), ferme des lignes de produits, et abandonne les investissements industriels.

A THAV (7 établissements en France), la Direction impose la fermeture de tous les sites les 15 premiers

jours d'août, alors qu'il y a des secteurs en surcharge, que les embauches sont bloquées, que les intérimaires, prestataires et CDD voient leur contrat non reconduit et partiront avec leurs connaissances, leur expérience. La charge de travail s'accroissant d'autant pour celles et ceux qui devront «assurer» malgré tout. «Subsidiairement» les salarié-e-s qui ont posé leurs congés depuis des mois, devront s'en arranger...

A TED, les réorganisations vont bon train : transferts d'activités, mutations fortement incitées, incertitudes quant à l'avenir des sites, chômage technique envisagé, alors que c'est une entreprise leader dans ses technologies.

A Thales Services des secteurs sont et vont être vendus ou supprimés.

La désignation de François Quentin (remis en selle par Dassault), comme Directeur chargé de la Transformation des Opérations et la reconduction d'Optimum pour trois ans, ne laisse rien présager de bon pour nous. Dans un premier temps, c'est un gain de productivité de 200 millions d'euros qui est programmé.

Les conditions de travail se dégraderont encore, quoi qu'il en coûte pour les salarié-e-s ! Nous sommes sur la lancée du «travailler plus», cher au gouvernement et au patronat. Rien de neuf pour les salaires et l'emploi...

Décidément, nous risquons, tous, de faire les frais de cette stratégie ubuesque, si nous laissons faire !

Au niveau national, l'appel des organisations syndicales : CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FO, FSU, Solidaires, UNSA à manifester le 13 juin doit être pour nous un moyen d'exprimer nos insatisfactions et mécontentements.

Les revendications ci-dessous sont portées par les huit organisations syndicales au niveau national. La CGT dans Thales les fait siennes et veut les partager avec l'ensemble des salarié-e-s du Groupe.

Extraits de la déclaration unitaire du 26 mai 2009

- Revaloriser le SMIC, les minima sociaux, les pensions et les retraites, conditionner toute aide publique, tout allègement de cotisations sociales à des contreparties mesurables en matière d'emploi, de qualification et de rémunération,

- Mettre en œuvre un plan ambitieux en faveur de l'emploi et de la qualification des jeunes,

- Prolonger l'indemnisation des demandeurs d'emploi en fin de droit. Donner à Pôle-Emploi les moyens nécessaires à l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emplois

- Supprimer la défiscalisation des heures supplémentaires et le bouclier fiscal, mettre à contribution les stock-options au titre de la solidarité, consacrer ces ressources nouvelles au financement des mesures sociales,

- Renoncer dans les fonctions publiques aux suppressions d'emplois prévues pour 2009 et 2010, s'engager à résorber la précarité et tenir ses engagements en matière de négociations salariales. Ce sont des conditions pour des services publics de qualité qui répondent aux besoins de la population.

Le patronat doit, enfin, assumer ses responsabilités et engager des négociations sur :

- Les politiques de salaires, les politiques industrielles, l'évolution de l'emploi au niveau des branches professionnelles, les rapports donneurs d'ordre – sous-traitants, pour maintenir et développer l'emploi et résorber la précarité,

- Un accès facilité pour tous au chômage partiel, l'amélioration de la durée et du niveau de son indemnisation, associés à des formations qualifiantes,

- La répartition et la redistribution des richesses produites dans les entreprises, l'amélioration des salaires et la réduction des inégalités, notamment entre les femmes et les hommes, la reconnaissance des qualifications, l'utilisation des aides publiques au bénéfice de l'emploi,

- Les mesures favorables à l'emploi des jeunes permettant leur insertion sociale et professionnelle durable,

- Le respect et l'amélioration des droits syndicaux et des institutions représentatives du personnel.

- Le gouvernement doit renoncer à l'extension du travail du dimanche, garantir à l'hôpital public les moyens de ses missions, développer le logement social, encadrer le prix des loyers,

- L'amélioration du pouvoir d'achat des salariés en faveur de la relance par la consommation, des politiques industrielles et économiques en faveur d'un développement durable et coordonné au niveau européen sont autant de moyens pour répondre immédiatement et structurellement à la crise.

**Faisons du 13 juin,
un moment fort de lutte pour obtenir satisfaction
dans toutes les entreprises du Groupe Thales
Les syndicats CGT de Thales appellent tous les salariés
à se joindre aux manifestations qui se dérouleront à Paris et dans les régions**

**En Ile de France, la CGT Thales, vous donne rendez-vous dans la manifestation
Place de la Bastille à 14h00
La camionnette et la banderole CGT Thales seront placées derrière le département 78**